



Coalition de la santé d'Ottawa

Nous protégeons les soins de santé publics pour tous

Déclaration de la Coalition de la santé d'Ottawa sur l'appel « Revera, une affaire d'État »

La Coalition de la santé d'Ottawa se joint à l'appel de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) pour que le Conseil de placements d'Investissements des pensions de la fonction publique (PSP) de se désinvestir de Revera et de céder le contrôle de la propriété de la compagnie de soins a long durée au secteur public.

Comme les autres opérateurs des foyers du soins de longue durée du secteur privé, Revera, motivé par le profit, a mis en danger les conditions de travail et la disposition des soins a un tel point que la crise de Covid-19 a été beaucoup plus difficile qu'elle aurait dû être. La pénurie chronique du personnel, les pratiques de dotation entre multiples établissements et un manque d'équipement de protection individuel sont tous liés directement à la nature privée et les motivations de profits de la compagnie.

Les négociations entre Revera et les syndicats qui y représentent les travailleurs ont été contentieux depuis plusieurs années. Les préposés aux soins de santé sont obligés de travailler dans plusieurs différents sites en raison des salaires bas et des quarts de travail insuffisants.

Les syndicats ont lutté depuis plusieurs années pour des lois qui assureraient un minimum de 4,5 heures de soins par personne par jour. Le fait que l'Ontario Long-Term Care Association (OLTCA) a fait du lobbying auprès des gouvernements provinciaux Libéraux et Conservateurs et a contribué à leurs campagnes électorales a assuré que ces normes de service n'ont jamais été légiférées.

Dans leur lettre du 11 mai adressé au PDG de PSP, l'AFPC a signalé que « dans une crise de pandémie globale, nous ne devons pas être obligés de convaincre le PSP de l'importance de travailler pour assurer des services sécuritaires au public canadien et de la rémunération et des normes de travail adéquats pour les travailleurs et travailleuses dans ces établissements. »

« L'opération de ces établissements avec le profit financier comme priorité absolue ne peut pas continuer. Nous devons donner le contrôle de ces établissements aux autorités de la santé au niveau provincial afin de garantir que le bien-être du public canadien et des travailleurs passe en premier. »

REVERA :
UNE AFFAIRE
D'ÉTAT
Forum virtuel

[Inscrivez-vous ici](#) pour le Forum virtuel du **16 septembre à 19h00**



ottawahealthcoalition.ca



ottawahealthco@gmail.com



[@ottawahealthco](https://twitter.com/ottawahealthco)